

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

CAFINEO

Société anonyme au capital de 8.295.000 Euros
Siège social : rue René Rabat, ZI de Jarry, 97122 Baie-Mahault.
501 103 337 R.C.S Pointe-à-Pitre
(la "Société")

I. — Compte de résultat au 31 décembre 2024.

	(En Euros)	Annexe	31/12/2024	31/12/2023
+	Intérêts et produits assimilés		281 202,94	466 410,57
	Intérêts et charges assimilés	Ref annexe III-(1)	-358 052,30	-477 400,00
+	Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés			
	Charges sur opérations et crédit-bail et assimilées			
+	Produits sur opérations de location simple			
	Charges sur opérations de location simple			
+	Revenus des titres à revenu variable			
+	Commissions (produits)			
	Commissions (charges)	Ref annexe III-(3)	-1 041,92	-1 217,07
+/-	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
+/-	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
+	Autres produits d'exploitation bancaire	Ref annexe III-(2)	6 984 417,53	6 536 581,60
	Autres charges d'exploitation bancaire			
=	PRODUIT NET BANCAIRE		6 906 526,25	6 524 375,10
	Charges générales d'exploitation	Ref annexe III-(4)	-76 032,27	-33 181,36
	Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles			
=	RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION		6 830 493,98	6 491 193,74
	Coût du risque			
=	RÉSULTAT D'EXPLOITATION		6 830 493,98	6 491 193,74
+/-	Gains ou pertes sur actifs immobilisés			
=	RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOT		6 830 493,98	6 491 193,74
+/-	Résultat exceptionnel		2 384,53	5 924,17
	Impôt sur les bénéfices		-1 739 834,98	-1 652 716,50
+/-	Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées			
=	RÉSULTAT NET		5 093 043,53	4 844 401,41

II. — Bilan au 31 décembre 2024.
(En Euros)

Actif	Annexe	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, banque centrale, ccp			
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	Ref annexe II-(1)	154 645 704,72	111 820 610,61
Créances sur la clientèle	Ref annexe II-(2)	212 877 715,86	200 522 024,34
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme			
Parts dans les entreprises liées			
Crédit-bail et location avec option d'achat			
Location simple			
Immobilisations incorporelles	Ref annexe II-(3)	2 700 000,00	2 700 000,00
Immobilisations corporelles			
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Autres actifs	Ref annexe II-(4)	134 562,94	146 696,79
Comptes de régularisation	Ref annexe II-(5)	6 465 971,08	6 276 840,39
Total de l'actif		376 823 954,60	321 466 172,13

Hors-bilan	31/12/2024	31/12/2023
Engagements reçus	0	0
Engagements de financement		
Engagement de garantie		
Engagement sur titres		

Passif	Annexe	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, banque centrale, ccp			
Dettes envers les établissements de crédit	Ref annexe II-(1)	336 865 206,15	284 618 112,02
Operations avec la clientèle		262 984,22	339 317,81
Dettes représentées par un titre			
Autres passifs	Ref annexe II-(6)	12 724 030,42	11 749 694,77
Comptes de régularisation	Ref annexe II-(7)	597 136,21	568 713,46
Provisions pour risques et charges	Ref annexe II-(8)	5 000,00	5 000,00
Dettes subordonnées			
Fonds pour risques bancaires généraux			
Capitaux propres hors FRBG	Ref annexe II-(9)	26 369 597,60	24 185 334,07
Capital souscrit		8 295 000,00	8 295 000,00
Primes d'émission			
Réserves		829 500,00	829 500,00
Ecarts de réévaluation			
Provisions réglementées. Subventions d'investissement			
Report à nouveau (+/-)		12 152 054,07	10 216 432,66
Résultat de l'exercice (+/-)		5 093 043,53	4 844 401,41
Total du passif		376 823 954,60	321 466 172,13

Hors bilan	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés de financement	209 341 792,28	184 554 812,67

III. — Annexe.
(Exercice clos le 31 décembre 2024)

I. – Principes et méthodes comptables.

Les comptes sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements financiers.

L'exercice social de la SACAFINEO commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre.

La société comprend deux Sociétés en participation régies par des statuts qui définissent notamment partage des résultats avec les associés

Les faits marquants de l'exercice.

Après deux années d'augmentations successives et marquées des taux de refinancement, l'année 2024 a laissé entrevoir une tendance baissière, en cohérence avec l'inflation qui commence à se stabiliser en Europe. D'un point de vue plus local, les Antilles, et en particulier la Martinique, ont connu des manifestations de « lutte contre la vie chère », ce qui a fragilisé le tissu économique, et certains secteurs en particulier. Dans ce contexte, l'entreprise cherche à accompagner au mieux ses clients, en restant attentif à leurs difficultés et ainsi leur proposer les solutions les mieux adaptées à leur situation.

1) Operations avec la clientèle. — Les montants des crédits en cours incluent les encours douteux nets de dépréciations.

En application du règlement du Comité de la Réglementation Comptable ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif au traitement comptable du risque de crédit, les différentes catégories d'encours sont les suivantes :

- Les **encours sains** qui se composent des crédits n'ayant pas d'incident de paiement notable dans le paiement des échéances de capital et d'intérêt.
- Les **encours restructurés sans impayés ou dont l'ensemble des impayés ont été régularisés**, qui constituent une sous-catégorie des encours sains et qui se composent des dossiers ayant fait l'objet d'un rééchelonnement notamment dans le cadre de la loi sur le surendettement des particuliers depuis plus d'un an.
- Les **encours douteux** qui se composent des créances pour lesquelles la Banque estime qu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements. La définition du défaut est cohérente avec celle du défaut bâlois, qui tient compte des orientations de l'EBA du 28 septembre 2016, notamment sur les seuils applicables en cas d'impayés et les périodes probatoires. Les crédits présentant des échéances impayées depuis plus de 90 jours, ainsi que les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse sont considérés comme douteux. La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.
- Les encours **douteux compromis** qui constituent une sous-catégorie des encours douteux et qui se composent des échéances impayées et du capital restant dû des crédits classés en douteux depuis plus d'un an, des créances contentieuses, des dossiers ayant fait l'objet d'un rééchelonnement ou d'une restructuration qui présentent au moins un impayé ainsi que des dossiers en attente d'un plan de rééchelonnement notamment dans le cadre de la loi sur le surendettement des particuliers depuis plus d'un an.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

De même, les créances douteuses ayant fait l'objet d'une restructuration dont les termes sont respectés, et pour lesquelles le risque de crédit n'est plus avéré, sont également reclassées en créances saines

Une créance est passée en perte lorsqu'elle est jugée irrécouvrable.

Des dépréciations sur base individuelle et collective sont constituées sur les crédits dès lors qu'il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du prêt, que cet événement affecte les flux de trésorerie futurs dans leur quantum ou leur échéancier et que ses conséquences peuvent être estimées de façon fiable. L'analyse de l'existence éventuelle d'une dépréciation est menée au niveau individuel ou au niveau d'un portefeuille.

Constitue notamment une indication objective de perte de valeur toute donnée observable afférente aux événements suivants : l'existence d'impayés, la connaissance ou l'observation de toutes autres difficultés financières significatives de la contrepartie, les concessions consenties aux termes des crédits, qui ne l'auraient pas été en l'absence de difficultés financières de l'emprunteur.

La dépréciation est mesurée comme la différence entre la valeur comptable avant dépréciation et la valeur, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif, des flux futurs estimés recouvrables sur la base d'une approche statistique du risque.

Compte-tenu des caractéristiques de ses portefeuilles de crédit, CAFINEO utilise par simplification les taux d'intérêt contractuels clients pour l'actualisation et non les taux d'intérêt effectifs.

Lorsqu'intervient la restructuration d'une créance pour cause de difficultés financières de l'emprunteur, celle-ci est spécifiquement identifiée et donne lieu au calcul d'une décote représentant l'écart, en valeur actualisée, entre les nouvelles conditions de rémunération et les conditions initiales de rémunération de ladite créance. Les décotes constituées à la restructuration sont comptabilisées en déduction de l'actif. Elles sont reprises en résultat de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle de la créance.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions et de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables, les récupérations sur créances amorties et les constitutions de décotes calculées sur les créances restructurées sont regroupées dans la rubrique « coût du risque ».

L'étalement actuariel de la décote sur créances restructurées et la reprise des effets d'actualisation figurent au même titre que les intérêts dans le produit net bancaire.

2) Enregistrement des produits et des charges. — Les intérêts et commissions assimilés sont comptabilisés pour leur montant couru, constaté *pro rata temporis*. Les commissions assimilées aux intérêts comprennent notamment certaines commissions perçues lorsque celle-ci sont incorporées dans la rémunération des prêts (frais de dossier). Les coûts marginaux de transaction que la banque supporte à l'occasion de l'octroi d'un concours (commissions réglées aux intermédiaires qui transmettent les demandes de la clientèle) font également l'objet d'un étalement sur la durée de vie effective du crédit.

Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de service sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation ou de façon proratisée sur la durée du service rendu lorsque celui-ci est continu.

Les frais d'acquisition de titres sont inscrits directement en charges.

3) Créances et dettes envers les établissements de crédits. — Les créances et dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur nature. Les intérêts courus sur ces créances et ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les créances et les dettes rattachées.

— Créances sur établissements de crédit : Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances, y compris les créances subordonnées, détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

— Dettes envers les établissements de crédit : Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur nature : à vue ou à terme pour les établissements de crédit ; titres et valeurs donnés en pension. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.

4) Impôt sur les sociétés. — L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les produits et charges, quelle que soit la date de son paiement effectif.

Lorsque la période sur laquelle les produits et charges concourant au résultat comptable ne coïncide pas avec celle au cours de laquelle les produits sont imposés et les charges déduites, la SA CAFINEO comptabilise un impôt différé.

Cet impôt différé est déterminé selon la méthode du report variable prenant pour base l'intégralité des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des éléments du bilan et les taux d'imposition applicables dans le futur dès que ces derniers ont été votés.

Les impôts différés actifs font l'objet d'un enregistrement comptable tenant compte s'il y a lieu de la probabilité de récupération qui leur est attachée.

Faisant suite aux préconisations du Pilier II de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) portant sur la réforme de la fiscalité internationale, l'Union Européenne a adopté le 14 décembre 2022 la directive 2022/2523 instaurant une imposition minimale des groupes internationaux en matière d'impôt sur le résultat, applicable au 1er janvier 2024. A l'instar de ce qui est prévu dans les comptes consolidés du Groupe, la SA CAFINEO applique également dans ses comptes sociaux l'exception obligatoire et temporaire offerte par l'IASB de ne pas comptabiliser les impôts différés liés à cette imposition complémentaire. La réforme Pilier II n'a pas d'impact pour le Groupe lors de son adoption, car au 1er janvier 2024 le Groupe ne détient aucune filiale avec un taux d'imposition inférieur à 15%.

5) Société en participation. — La SA CAFINEO est un établissement financier qui gère les encours issus de l'activité générée par ses actionnaires dans le cadre de sociétés en participation.

A ce titre, la société perçoit de celles-ci des produits qui rémunèrent ses apports aux opérations de crédit communes sous forme de quotes-parts de résultat. En contrepartie, elle enregistre directement dans ses comptes, sans passer par les résultats des sociétés en participation, les charges qui lui incombent au titre de la réalisation des apports.

Les encours gérés sont portés directement au bilan de la SA CAFINEO.

Les produits dégagés par les opérations de crédit communes, c'est à dire la quote-part de résultat lui revenant, sont inclus dans les "Autres produits d'exploitation bancaire".

II. – Informations sur les comptes du bilan.

1) Informations relatives aux opérations de trésorerie et interbancaires

ACTIF

— Créances sur les établissements de crédit :

Actif	2024	2023
Comptes ordinaires	7 391 140	2 532 384
Comptes courants	5 643 795	405 116
Comptes et prêts	139 000 000	107 000 000
Créances rattachées	2 610 770	1 883 111
Total	154 645 705	111 820 611

L'ensemble des comptes ordinaires et courants et des créances rattachées présentent une maturité inférieure à 3 mois.

Echéancier des prêts au 31 décembre 2024 (durée restant à courir en euros)

Total bilan	<= 3 mois	> 3 mois et <= 1 an	> 1 an et <= 5 ans	> 5 ans
139 000 000	20 000 000	46 750 000	72 250 000	

PASSIF :

— Dettes envers les établissements de crédit :

Passif	2024	2023
Emprunts	329 500 000	279 500 000
Dettes rattachées	7 365 206	5 118 112
Total	336 865 206	284 618 112

Les dettes rattachées présentent une maturité inférieure à 3 mois.

Echéancier des emprunts au 31 décembre 2024 (durée restant à courir en euros)

Total bilan	<= 3 mois	> 3 mois et <= 1 an	> 1 an et <= 5 ans	> 5 ans
329 500 000	32 000 000	79 000 000	191 300 000	27 200 000

2) Informations relatives aux opérations avec la clientèle

ACTIF :

Actif	2024	2023
Encours sains	202 845 110	191 518 994
Encours sains restructurés		
Total encours sains	202 845 110	191 518 994
Encours douteux	8 337 803	4 133 756
Encours douteux compromis	13 871 188	15 178 289
Total encours douteux	22 208 991	19 312 045
Provisions	-14 291 663	-12 108 117
Encours douteux net	7 917 328	7 203 928
Valeurs non imputées		
Créances rattachées	2 115 277	1 799 103
Total	212 877 716	200 522 024

Echéancier des encours sains au 31 décembre 2024 durée restant à courir, hors créances rattachées, en euros)

Total bilan	<= 3 mois	> 3 mois et <= 1 an	> 1 an et <= 5 ans	> 5 ans
202 845 110	22 986 669	48 004 405	119 900 556	11 953 480

3) Immobilisations incorporelles. — La somme de 2 700 000 euros correspond à la valeur des droits et obligations nés des contrats de crédits renouvelables apportés par les Crédit Moderne moyennant l'attribution d'actions nouvelles de la société CAFINEO.

4) Autres actifs :

Autres actifs	2024	2023
Avances permanentes		
Compte courant Neuilly Contentieux	130 717	145 801
Débiteurs divers	3 846	896
Total	134 563	146 697

5) Comptes de régularisations – Actif :

Comptes de régularisation - actif	2024	2023
Divers produits à recevoir	5 565 630	5 189 476
Autres comptes de régularisations	900 341	1 087 364
Total	6 465 971	6 276 840

Les divers produits à recevoir sont constitués principalement de produits d'assurance.

Les autres comptes de régularisations sont constitués notamment du solde d'impôts différés actifs d'un montant de 170 316.88 euros et d'une charge constatée d'avance relative au paiement d'une commission de 1 790 250,00 TTC à la société CAFOM en 2022 étalée sur 5 ans. Le montant de cette charge constatée d'avance au 31/12/2024 est de 716 100.00 euros.

6) Autres passifs :

Autres passifs	2024	2023
Fournisseurs et comptes rattachés	44 946	28 261
Etat impôts et taxes organismes sociaux	262 343	100 844
Quote-part de SEP	12 416 742	11 620 590
Total	12 724 030	11 749 695

7) Compte de régularisation – Passif :

Comptes de régularisation - passif	2024	2023
Produits/Charges constatés d'avance	308 678	278 575
Charges à payer	288 458	290 000
Autres comptes de régularisation	0	138
Total	597 136	568 713

8) Provision pour risques et charges. — Une provision pour risques et charges pour couvrir le risque lié à des suspens ou des écritures comptables d'un montant de 5 000.00 euros a été comptabilisée en 2024.

9) Evolution des capitaux propres :

Capitaux propres	2023	Affectation résultats 2023	Autres mouvements	Résultat	2024
Capital	8 295 000				8 295 000
Réserve légale	829 500				829 500
Report à nouveau	10 216 433	1 935 621			12 152 054
Résultat	4 844 401	-4 844 401		5 093 044	5 093 044
Dividendes		2 908 780			
Total	24 185 334	0	0	5 093 044	26 369 598

Le capital social est composé de 553.000 actions ordinaires de 15 Euros de nominal chacune.

Répartition du capital		actions	droits de vote
		F00	F00
12964	Crédit Moderne Antilles Guyane	228 000	228 000
12965	Crédit Moderne Océan Indien	54 000	54 000
S9999	Cafom	271 000	271 000
Total		553 000	553 000

Le résultat de l'exercice 2024 de CAFINEO SA est un bénéfice de 5 093 043.53 euros

10) Note sur le hors bilan. — Les engagements donnés à la clientèle correspondent principalement à l'engagement de financement de l'activité compte permanent.

III. – Informations sur le compte de résultat.

1) Charges et produits d'exploitation bancaire :

— Charges d'exploitation bancaire.

Intérêts et produits assimilés	2024	2023
Intérêts bancaires	2	
Charges sur opérations avec la clientèle	358 050	477 400
Total	358 052	477 400

Les charges sur les opérations avec la clientèle de 358 050.00 euros correspondent à l'étalement sur l'exercice 2024 de la commission qui a été versée à la société CAFOM en 2022.

2) Autres produits d'exploitation bancaire :

Autres produits d'exploitation bancaire	2024	2023
Quote-part SEP	6 984 418	6 536 582
Total	6 984 418	6 536 582

3) Commissions charges.

Commissions - charges	2024	2023
Commissions	1 042	1 217
Total	1 042	1 217

Les commissions versées sont relatives à des opérations effectuées avec des banques.

4) Charges générales d'exploitation :

Charges générales d'exploitation	2024	2023
Impôts et taxes	23 499	9 862
Autres services extérieurs	52 533	23 319
Total	76 032	33 181

IV – Informations complémentaires.

Le résultat net de l'exercice de la société se traduit par un bénéfice de 5 093 043.53 € après impôt sur les sociétés.

Après adjonction du report à nouveau créditeur de 12 152 054.07 € constaté au 31.12.2024 le résultat à affecter s'élève à la somme de 17 245 097.60€

Bénéfice à repartir :	
Bénéfice net	5 093 043,53 €
Report à nouveau créditeur disponible	12 152 054,07 €
Total à affecter	17 245 097,60 €
Emplois :	
Dividendes	5 684 840,00 €
Réserves légales	-0,00 €
Report à nouveau	11 560 257,60 €
Total affecté	17 245 097,60 €

— Créances et dettes avec les entreprises liées :

Créances et dettes avec les entreprises liées	2024	
	Créances	Dettes
Comptes ordinaires	13 034 935	
Comptes prêts/emprunts	141 610 770	336 865 206
Autres actifs	130 717	
Charges à payer		185 258
Produits à recevoir	5 565 630	
Total	160 342 051	337 050 464

— Produits et charges avec les entreprises liées :

Produits et charges avec les entreprises liées	2024	
	Charges	Produits
Intérêts et charges assimilées	2	281 203
<i>Dont entreprises liées</i>	2	281 203
Charges générales d'exploitation	1 042	
<i>Dont entreprises liées</i>	1 042	
Intérêts et produits assimilés		
<i>Dont entreprises liées</i>		
Autres produits d'exploitation bancaire		6 984 418
<i>Dont entreprises liées</i>		6 984 418
Total entreprises liées	1 044	7 265 620

Sont considérées comme entreprises liées toutes les entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans les comptes consolidés de BNP Paribas.

Effectifs. — La société Cafineo ne compte pas d'effectifs, elle bénéficie du savoir faire, des moyens humains et matériels des Crédit Moderne pour assurer son développement.

Montant total des honoraires versés aux commissaires aux comptes. — Le montant des Honoraires versés au Cabinet Deloitte est de 35 000.00 € HT. Le montant des honoraires pour les services autres que la certification des comptes est à 0 €.

Evènements important survenus depuis la clôture de l'exercice. — Nous vous informons qu'aucun événement important n'est survenu depuis la clôture de l'exercice susceptible de remettre en cause les informations présentées dans le présent rapport.

Société consolidante. — CAFINEO est consolidée par intégration globale dans les comptes de BNP Paribas Personal Finance ayant son siège administratif au 1 Boulevard Hausmann 75009 Paris, elle-même consolidée par intégration globale dans les comptes de BNP Paribas ayant son siège 16 Boulevard des Italiens 75009 Paris.

Complément d'informations. — Le rapport de gestion est disponible au siège de la société : immeuble Sémaphore - Rue René RABAT - ZI de Jarry- 97122 BAIE MAHAULT.

IV. — Procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire annuelle du 16 mai 2025.

L'an deux mille vingt-cinq, le seize mai à 14h00, les actionnaires de la Société se sont réunis en assemblée générale ordinaire annuelle (ci-après l'"**Assemblée Générale**"), dans les locaux de BNP Paribas Personal Finance, au 141-143, rue Anatole France – 92300 Levallois-Perret, sur convocation du conseil d'administration de la Société (le "**Conseil d'Administration**").

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque actionnaire participant à l'Assemblée Générale en entrant en séance, tant en son nom personnel qu'en qualité de mandataire, le cas échéant.

L'Assemblée Générale est présidée par M. Laurent de BERNARDY, en qualité de président du Conseil d'Administration (le "**Président**").

Le Président appelle au bureau en qualité de scrutateurs :

- La société Crédit Moderne Antilles Guyane, représentée par M. Christophe TERRADE, actionnaire présent et acceptant ; et
- La société Crédit Moderne Océan Indien, représentée par M. Najib GHARIB, actionnaire présent et acceptant.

Monsieur Stéphane DOMINGUEZ assure le secrétariat de la séance (le "**Secrétaire de séance**").

Le bureau est ainsi constitué.

Le Cabinet Deloitte & Associés, commissaire aux comptes de la Société (le "**Commissaire aux comptes**"), régulièrement convoqué, est absent et excusé.

La feuille de présence certifiée exacte par les membres du bureau permet de constater que l'Assemblée Générale réunissant plus que le quorum requis par la loi, peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée Générale :

- La copie de la lettre de convocation adressée aux actionnaires ;
- La copie de la lettre de convocation adressée au Commissaire aux comptes ;
- La feuille de présence certifiée exacte par les membres du bureau ;
- Un exemplaire des statuts de la Société ;
- Les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, arrêtés au 31 décembre 2024 ;
- Le rapport de gestion du Conseil d'Administration intégrant une section spécifique dédiée au rapport sur le gouvernement d'entreprise ;
- Le rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice 2024 ;
- Le rapport du Commissaire aux comptes en application de l'article L. 225-38 du Code de commerce ; et
- Le texte des résolutions soumises à la présente Assemblée Générale.

Le Président déclare que les documents visés ci-dessus ont été adressés aux actionnaires ou tenus à leur disposition dans les délais légaux, au siège social de la Société, depuis la convocation de l'Assemblée Générale, et que la Société n'a été saisie d'aucune demande d'inscription à l'ordre du jour de nouveaux projets de résolutions.

L'Assemblée Générale lui donne acte de cette déclaration.

Il rappelle que la présente Assemblée Générale a été réunie à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DE L'EXERCICE 2024 ET RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2024 ;
2. RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES OPÉRATIONS VISÉES À L'ARTICLE L.225-38 DU CODE DE COMMERCE ;
3. EXAMEN ET APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE 2024 - AFFECTATION DU RÉSULTAT ;
4. RATIFICATION DE LA COOPTATION AUX FONCTIONS D'ADMINISTRATEUR DE M. LAURENT DE BERNARDY ;
5. RENOUELEMENT DU MANDAT D'ADMINISTRATEUR DE M. LAURENT DE BERNARDY ;
6. RATIFICATION DE LA COOPTATION AUX FONCTIONS D'ADMINISTRATEUR DE M. CHRISTOPHE TERRADE ;
7. RENOUELEMENT DU MANDAT D'ADMINISTRATEUR DE M. CHRISTOPHE TERRADE ;
8. RENOUELEMENT DU MANDAT D'ADMINISTRATEUR DE M. HERVE GIAOUI ;
9. RENOUELEMENT DU MANDAT D'ADMINISTRATEUR DE M. MANUEL BAUDOUIN ;
10. RENOUELEMENT DU MANDAT D'ADMINISTRATEUR DE MME EMMELINE TRAVERS ;
11. POUVOIRS EN VUE DE L'ACCOMPLISSEMENT DES FORMALITÉS LÉGALES.

Le Président présente à l'Assemblée Générale les comptes de l'exercice écoulé, le rapport de gestion du Conseil d'Administration et les rapports du Commissaire aux comptes.

Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président soumet successivement aux voix les résolutions suivantes :

Première résolution (*Rapport du conseil d'administration sur l'activité de la société au cours de l'exercice 2024 et rapport du commissaire aux comptes sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2024*). — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve le rapport du Conseil d'Administration sur la situation et l'activité de la Société pendant l'exercice 2024 et toutes les opérations qui y sont mentionnées.

Elle prend acte du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels et en accepte les conclusions.

L'Assemblée Générale prend acte de l'absence de dépenses et charges non déductibles fiscalement visées à l'article 39-4 du Code général des impôts.

L'Assemblée Générale approuve les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2024 et constate l'existence d'un bénéfice de 5.093.043,53 euros.

L'Assemblée Générale donne en conséquence aux membres du Conseil d'Administration quitus de l'exercice de leur mandat pour l'exercice écoulé.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

Deuxième résolution (*Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les opérations visées à l'article L. 225-38 du code de commerce*). — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après lecture du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce, prend acte qu'aucune convention de cette nature n'a été conclue au cours de l'exercice.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

Troisième résolution (*Examen et approbation des comptes de l'exercice 2024 – affectation du résultat*). — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, constatant l'existence d'un bénéfice de 5.093.043,53 euros et d'un report à nouveau créditeur de 12.152.054,07 euros, approuve le projet d'affectation du résultat de l'exercice 2024 présenté par le Conseil d'Administration et décide de l'affecter de la manière suivante :

Bénéfice à répartir :	
Bénéfice net	5 093 043,53 €
Report à nouveau créditeur disponible	12 152 054,07 €
Total à affecter	17 245 097,60 €
Emplois :	
Dividendes	5 684 840,00 €
Réserves légales	-0,00 €
Report à nouveau	11 560 257,60 €
Total affecté	17 245 097,60 €

Le dividende au titre de l'exercice 2024, revenant à chaque action est fixé à 10,28 euros.

L'Assemblée décide de mettre en paiement ce dividende à compter du 19 mai 2025.

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, il est précisé que la totalité du dividende proposé est éligible à l'abattement prévu à l'article 158-3 2° du Code général des impôts. Il est rappelé :

- Qu'un dividende de 5,26 euros par action a été distribué au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023, éligible à l'abattement prévu à l'article 158-3 2 du Code général des impôts ;
- Qu'un dividende de 1,71 euros par action a été distribué au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022, éligible à l'abattement prévu à l'article 158-3 2 du Code général des impôts ; et
- Qu'un dividende de 9,63 euros par action a été distribué au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021, éligible à l'abattement prévu à l'article 158-3 2 du Code général des impôts.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

Quatrième résolution (*Ratification de la cooptation aux fonctions d'administrateur de m. laurent de bernardy*). — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, ratifie la cooptation en qualité d'administrateur de M. Laurent de BERNARDY, telle que décidée par le Conseil d'Administration lors de sa séance du 13 novembre 2024.

M. Laurent de BERNARDY a été coopté pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à se réunir en 2025 sur les comptes de l'exercice clos en 2024.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

Cinquième résolution (Renouvellement du mandat d'administrateur de m. laurent de bernardy). — L'Assemblée Générale, connaissance prise de la résolution précédente, et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, renouvelle le mandat en qualité d'administrateur de M. Laurent de BERNARDY pour une durée de trois ans, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à se réunir en 2028 sur les comptes de l'exercice clos en 2027.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

Sixième résolution (Ratification de la cooptation aux fonctions d'administrateur de m. christophe terrade). — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, ratifie la cooptation en qualité d'administrateur de M. Christophe TERRADE, telle que décidée par le Conseil d'administration lors de sa séance du 24 mars 2025.

M. Christophe TERRADE a été coopté pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à se réunir en 2025 sur les comptes de l'exercice clos en 2024.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

Septième résolution (Renouvellement du mandat d'administrateur de m. christophe terrade). — L'Assemblée Générale, connaissance prise de la résolution précédente, et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, renouvelle le mandat en qualité d'administrateur de M. Christophe TERRADE pour une durée de trois ans, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à se réunir en 2028 sur les comptes de l'exercice clos en 2027.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

Huitième résolution (Renouvellement du mandat d'administrateur de m. hervé giaoui). — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, renouvelle le mandat en qualité d'administrateur de M. Hervé GIAOUI pour une durée de trois ans, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à se réunir en 2028 sur les comptes de l'exercice clos en 2027.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

Neuvième résolution (Renouvellement du mandat d'administrateur de m. manuel baudouin). — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, renouvelle le mandat en qualité d'administrateur de M. Manuel BAUDOUIN pour une durée de trois ans, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à se réunir en 2028 sur les comptes de l'exercice clos en 2027.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

Dixième résolution (Renouvellement du mandat d'administrateur de mme emmeline travers). — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, renouvelle le mandat en qualité d'administrateur de Mme Emmeline TRAVERS pour une durée de trois ans, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à se réunir en 2028 sur les comptes de l'exercice clos en 2027.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

Onzième résolution (Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités légales). — L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs à LEGALVISIONPRO ainsi qu'au porteur d'un exemplaire, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour effectuer toutes les formalités prescrites par la loi.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent-procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

V. — Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels. (Exercice clos le 31 décembre 2024.)

À l'assemblée générale de la société CAFINEO

Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CAFINEO relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion :

— **Référentiel d'audit :** Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— **Indépendance** : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations. — En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise.

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des

- circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 28 avril 2025

Le Commissaire aux comptes

Deloitte & Associés :

Jean-Vincent COUSTEL.
Associé.